



Chapitre de livre

2014

Accepted version

Open Access

This is an author manuscript post-peer-reviewing (accepted version) of the original publication. The layout of the published version may differ .

Mobilité internationale et vie associative

Cattacin, Sandro; La Barba, Morena Maria

How to cite

CATTACIN, Sandro, LA BARBA, Morena Maria. Mobilité internationale et vie associative. In: Freiwilligkeit und Vielfalt im Zeichen der Menschlichkeit. Schweizerisches Rotes Kreuz (Ed.). Zürich : Seismo, 2014. p. 81–100.

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:40310>

Mobilité internationale et vie associative

Sandro Cattacin et Morena La Barba

Résumé

Le développement de la vie associative des personnes mobiles reflète les changements sociaux et leurs conséquences sur le politique et l'économique. Notre analyse aboutit à l'idée que cette dynamique produit des ressources sociétales qui doivent être prises en compte dans la politique d'inclusion des migrants dans les sociétés d'accueil, ce par des partenariats de projet et par le dialogue constant. Dans le but d'éviter un repli communautaire, la politique d'inclusion sociale, économique et politique doit tenter de garder ces communautés ouvertes, aussi bien par des offres de participation que par des reconnaissances concrètes et symboliques de leurs contributions à la construction de la société.

Zusammenfassung

In der Entwicklung des Vereinslebens mobiler Personen widerspiegeln sich die gesellschaftlichen Veränderungen und deren Auswirkungen auf die politische und die wirtschaftliche Sphäre. Unsere Analyse läuft auf die Idee hinaus, dass diese Dynamik gesellschaftliche Ressourcen hervorbringt, die in der Politik zur Inklusion der Migrantinnen und Migranten in die Gesellschaften des Aufnahmelandes berücksichtigt werden müssen. Dies erfordert Projektpartnerschaften und einen ständigen Dialog. Um einen Rückzug in die Herkunftsgemeinschaft zu verhindern, muss die Politik zur sozialen, wirtschaftlichen und politischen Inklusion versuchen, diese Gemeinschaften offen zu halten, sowohl durch Partizipationsangebote als auch durch die konkrete und symbolische Anerkennung der Beiträge, die sie zur Gestaltung der Gesellschaft leisten.

Introduction: le monde associatif des personnes mobiles

Une culture associative structurée et organisée est une des fondations majeures d'un système démocratique, comme l'a souligné déjà Tocqueville au 19^e siècle dans son analyse de la démocratie aux Etats-Unis (Tocqueville, 1986 [1835]). Pour le démontrer, dans la pratique et dans la réflexion, beaucoup d'encre a coulé. Pensons à Lord Beveridge qui écrit après la Seconde Guerre mondiale son texte sur *l'action bénévole*, qu'il présente comme le fondement de la création de liens sociaux sur lesquels une société peut s'appuyer (Beveridge, 1948). On peut aussi évoquer l'analyse des mouvements sociaux comme producteurs de changements sociaux et d'une société réflexive, capable de

se renouveler (Cattacin et al., 1997). Finalement, parlons aussi de la grande découverte¹, depuis les années 1970, du *tiers secteur* comme base morale de la société (Etzioni, 1973)² et du lien social (le *capital social*), produit par la vie associative et directement lié à la performance politique et économique d'une société (Putnam et al., 1983; Bagnasco, 1977) ainsi qu'aux chances de réussite de l'individu (Granovetter, 1973).

De rares études relativisent l'importance des associations³ pour la démocratie et l'économie, pour le bon gouvernement et les chances individuelles de réussite – importance que de nombreuses recherches et actions politiques cherchent à démontrer. Dans ces quelques exceptions, nous pouvons ainsi trouver une critique portant sur les risques d'instrumentalisation de ces associations par le monde politique (Seibel, 1992; Mutti, 2000; Battaglini et al. 2001a; Battaglini et al. 2001b) ou encore des critiques soulignant qu'un excès de liens sociaux organisés peut aussi bloquer l'innovation par trop de contrôle social (Fukuyama, 1995). Enfin, concernant la question de l'association comme lieu de réalisation individuelle et de chance de mise en réseau, certaines études nous rappellent les risques de ghettoïsation (Wacquant, 2006). Pourtant, par ces quelques remarques, nous pouvons déjà constater que l'association libre de personnes est multidimensionnelle et ambivalente dans ses conséquences sur la société (comme l'indique le Tableau 1).

Il y a donc des «bons, des mauvais et des indifférents» regroupements communautaires (comme l'exprime Dewey 1927, 71) si l'on se réfère à l'utilité sociale de ces groupes. Mais qu'en est-il des associations de populations issues d'une mobilité internationale? Nous y trouvons probablement des situations similaires. Baglioni (Baglioni, 2005) a ainsi mis en évidence les contributions venant du monde associatif des migrants pour l'intégration sociétale⁴, pendant que Martiniello (Martiniello, 1997) nous rappelle les risques de ghettoïsation. Dear et Flusty (Dear et Flusty, 2001), quant à eux, insistent sur l'effet bénéfique sur l'identité, alors que l'Ecole de Chicago souligne la diminution des chances d'ascension sociale pour les quartiers et les groupes

1 Pour être exact, il s'agit d'une redécouverte. Si la période de croissance de l'Etat social a fait reculer l'importance de la vie associative, remplacée par l'action étatique, elle est aussi revenue au centre de l'intérêt après la crise de l'Etat social dans les années 1970 (Cattacin, 1996).

2 Pour une discussion du concept de tiers secteur, voir le deuxième chapitre de Bütschi et Cattacin, 1994.

3 Nous entendons dans ce texte par le terme «association» une organisation non-étatique et à but non lucratif (non-profit organization) se reproduisant sur la base de règles formalisées (par exemple des statuts).

4 L'intégration sociétale désigne la capacité de créer ponctuellement des liens sociaux et fonctionnels entre les différents groupes et sous-systèmes d'une société territorialement précisée par des horizons communs de ses composants (Lockwood, 1992).

Tableau 1: L'ambivalence associative

	Favorables à la dynamique sociétale	Défavorables à la dynamique sociétale
Effets politiques	Associations comme lieux de création d'un contrôle de la gouvernance par la mise en relation entre politique et société civile	Associations comme pro- ducteurs de liens clientélistes et comme instances-alibis d'une politique sectorielle
Effets économiques	Base d'une saine concurrence	Risque de blocage, d'innovation par le contrôle social
Effets identitaires	Associations comme lieu de stabilisation identitaire	Associations comme ghetto identitaire

ségrégués. Elle interprète donc les associations de migrants comme des freins à la mobilité sociale (Park, 1928).

Les études se contredisent. Mais les contradictions ne sont peut-être que partielles. Pour les supprimer, il faut probablement entrer dans une logique de différenciation. Différencier les moments historiques, différencier les types d'associations. C'est ce parcours de différenciation que nous entendons poursuivre dans ce texte, en limitant notre réflexion à l'Europe de l'Ouest depuis 1945.⁵

Nous allons, dans les paragraphes qui suivent, essayer d'illustrer ces moments changeants, en nous basant sur une reconstruction du développement de la vie associative des personnes issues d'une mobilité internationale depuis une cinquantaine d'années.⁶ Le choix temporel coïncide avec les études qui sont à disposition, le monde associatif des migrants restant un thème trop peu traité ou peu traité dans la littérature scientifique. Le choix territorial se concentre sur l'Europe occidentale, représentative d'un territoire de migration progressive, tant du point de vue du nombre que des formes.

5 La constellation européenne se caractérisant par des interdicts de migration dans certains pays (Allemagne, France, Autriche), des économies à démarrage lent (Espagne, Italie, Grèce) ou accéléré (Suisse et Grande-Bretagne); voir Bade, 2002.

6 Ce texte reflète un parcours de recherche de quelques années rendu possible grâce à un financement de la Commission fédérale des étrangers (CFE). Il intègre des expériences de terrain, ainsi qu'une exploration de la littérature sur un sujet. Maintes personnes nous ont permis d'avancer dans notre réflexion. Nous aimerions les remercier ici, en particulier Christof Meier, Alexandra Felder, Milena Chimienti, Matteo Gianni, Uli Windisch, Florian Kettenacker et Erik Verkooyen. Cette exploration s'est ensuite concrétisée dans une enquête en Suisse, dont les résultats ont été publiés récemment (voir Cattacin et Domenig, 2013 et Cattacin et Domenig, 2012).

C'est aussi un territoire qui reflète une histoire problématique quant au traitement de la différence, partant d'une logique destructive (dans les pays à régime totalitaire) et méfiante (dans les pays démocratiques et coloniaux), pour aboutir à une tentative d'intégration et de vie avec ces différences. Ces pays ont donc dû apprendre à gérer ces différences, contrairement aux pays traditionnels d'immigration que sont les Etats-Unis, l'Australie ou le Canada; des pays qui ont d'emblée abordé la migration d'une manière constructive, notamment parce qu'ils ont été fondés sur – et par – ces mêmes populations migrantes (Cattacin, 2006b).

La migration organisée à l'époque fordiste

Les premières grandes vagues de migration en Europe après 1945 ont principalement émané de l'Italie. Seul pays d'Europe ouvert à la migration et en même temps malmené par le désastre du fascisme et des destructions, il est le point de départ d'une vague de migration du sud vers le nord à l'intérieur de l'Italie et vers le nord de l'Europe (Hollifield, 1992). Les premières migrations ont des caractéristiques spécifiques. Il s'agit plutôt de main-d'œuvre qualifiée, ne restant dans le pays d'accueil que pour de courtes durées. Ces migrants vont rencontrer en Suisse et en Grande-Bretagne (mais aussi aux Etats-Unis) des diasporas d'intellectuels italiens qui avaient fui le fascisme. En Suisse, ils seront accueillis par une gauche organisée dans les *Colonia Libere Italiane* (Ricciardi, 2013; Knauer et Frischknecht, 1983; Cerutti, 1991).

Ces groupes d'anti-fascistes organisés dans la diaspora connaîtront une transformation importante dès l'arrivée de la deuxième vague de migrants d'Italie à partir des années 1950. Nettement moins qualifiés, ces migrants seront le facteur de production central de l'ascension économique de la Suisse. Les *Colonia Libere*, transformées d'organisations politiques et de diaspora en organisations syndicales, proches du parti communiste italien, adapteront leur programme d'action à cette nouvelle donne. Elles agiront comme organisations de défense d'intérêts auprès des autorités italiennes, les incitant à défendre la cause des ouvriers migrants, femmes et hommes, auprès du gouvernement suisse (Cerutti, 1995).

Des organisations similaires vont naître ailleurs en Europe. La migration vit un étonnant phénomène organisationnel qui va se différencier, pour la population migrante italienne, en deux groupes de type syndical; l'un lié à la gauche communiste et l'autre, avec les *Associazioni Cristiane Lavoratori Italiani* (ACLI), au parti chrétien de la *Democrazia Cristiana* (notamment son aile chrétienne sociale). Le travail de ces groupes ne se limite pas seulement à la défense d'intérêts et se développe rapidement. S'ajoutent en particulier des éléments d'entraide et de soutien social, comme par exemple l'aide aux

démarches administratives ou l'accompagnement dans des situations de détresse (Moya 2005, 840).

A partir des années 1960 notamment, le phénomène migratoire s'élargit du point de vue des provenances, l'Italie ne pouvant plus assumer la totalité de la demande de travail de l'économie fordiste en pleine expansion et d'autres pays s'ouvrant à la possibilité d'une migration de masse. La migration de masse turque (mais aussi grecque) en Allemagne, les Algériens en France, les migrants des anciennes colonies britanniques vers le Royaume-Uni ou encore les migrants espagnols sont appelés et créent, selon le pays de choix ou d'accès, de nouveaux flux migratoires à basse qualification, mais fondamentaux pour l'industrie fordiste. D'ailleurs, le démarrage de l'industrialisation fordiste a également lieu en Italie, engendrant une migration du sud du pays et de la Vénétie, une vague qui s'établit dans le triangle industriel de Milan, Gênes et Turin, sans plus le quitter pour d'autres destinations. La migration en Europe s'élargit donc vers la Méditerranée, l'Inde ou le Pakistan et la logique migratoire, par les réseaux familiaux et d'amis (Boyd, 1989) – privilégiant des destinations communes de groupes de migrants de même origine régionale –, ainsi que la logique organisationnelle se reproduisent en grande partie. Qu'elle soit syndicale, de gauche, chrétienne ou musulmane, la vie associative issue des migrations se focalise principalement sur les conditions de travail dans le pays de destination.

Ce n'est qu'à la fin des années 1960 que s'ajoutent des éléments de lutte pour la reconnaissance sociale. En effet, la transformation d'une migration provisoire vers une sédentarisation – d'une certaine manière inattendue pour les pays d'accueil, mais aussi pour les migrants eux-mêmes – fait émerger les thèmes de «l'assimilation» et de «l'intégration». Le désir des autorités de maintenir la migration dans une situation provisoire (Hollifield, 1990), ainsi que le rêve du retour, partagé par le migrant lui-même (Sayad et Fassa, 1982), se retrouvent tous deux désillusionnés par la réalité de la reproduction sociale. Du coup, des thèmes tels que l'insertion à l'école, la vie commune sur un même territoire (différences «culturelles»), mais aussi l'intérêt de l'économie pour le maintien de ces ouvriers dans leurs entreprises, apparaissent dans l'agenda politique⁷ et dans le monde vécu des personnes issues d'une mobilité internationale. Dans les pays européens, l'économie demande un changement dans la politique pour stabiliser l'établissement de ces migrants; les migrants eux-mêmes font venir leurs partenaires dans leurs lieux de vie (par le regroupement familial garanti par des accords bilatéraux entre les pays d'origine de migrants et les pays d'arrivée).

7 Voir par exemple: Braun, 1965, pour la Suisse et les contributions dans Hoffmann-Nowotny et Hondrich, 1982, sur l'Allemagne et la Suisse; voir aussi Hollifield, 1992.

Les associations réagissent avec de nouvelles activités orientées à la demande de leurs membres: soutien à l'école et contre-expertises en cas de difficultés scolaires liées à des décisions jugées discriminatoires, engagement dans le monde syndical et politique du pays d'accueil, lutte contre les statuts temporaires, lutte pour la reconnaissance (Blumer, 1970; Calvaruso, 1973). Ces activités trouvent un parallèle dans le développement des premières politiques d'inclusion sociale et systémique dans les pays d'accueil qui s'accommodent⁸ à l'idée d'un établissement définitif de la migration de l'après-guerre (Vermeulen, 1997; voir aussi Miles et Thränhardt, 1995).

Cette lutte pour la reconnaissance sociale sur le territoire d'accueil portera des fruits. *La souffrance du mépris*, comme l'exprime Axel Honneth (Honneth, 1996), et la recherche d'un modèle de gestion des différences dans l'impossible assimilation portent à un conflit productif dans l'espace public qui ne sera pas résolu, mais au moins argumenté. Le choix d'une politique d'inclusion – d'un arrangement avec la sédentarisation de la migration – d'un côté et l'orientation d'une partie des associations vers l'action sur le territoire de vie et non plus dans le pays d'origine, de l'autre côté, en sont les conséquences (Mahnig, 1998; D'Amato, 2001).

Le retour de l'identité dans un contexte fragilisé

Si la recherche d'une reconnaissance sociale (les droits sociaux) était au centre des activités des associations de migrants de l'après-guerre, les années 1970 y ajoutent une dimension identitaire plus profonde. La crise économique, la croissance des mouvements xénophobes, ainsi qu'une mise en cause, par le mouvement de 1968, du concept d'homogénéisation du fordisme (voyant l'unique voie vers une société juste dans une égalisation de la population), créent un climat d'insécurité. L'idée qu'une vie uniforme de classe moyenne – comme postulée par Marshall (Marshall, 1965) – est la base du bien-être avait créé un modèle d'acculturation lente de la population étrangère comme référentiel politique. Ce référentiel se dissout par la recherche d'une identité spécifique qui devient la nouvelle quête de la société (Inglehart, 1977). Cette déstabilisation des valeurs et des institutions de référence a comme effet la libération des mœurs qui engendre une recherche de soi, dans un monde qui ne peut plus définir l'identité de l'individu à la place de celui-ci.

Les migrantes et les migrants se détachent aussi, en partie du moins, des mouvements syndicaux et de leur pouvoir homogénéisant, pour entrer dans des associations identitaires. Ces associations, qui prennent la forme de groupes communautarisés autour d'un lieu ou d'un espace géographique d'origine, affaiblissent les associations existantes et s'ajoutent comme modèle

8 Comme l'a bien montré Schmitter Heisler, 1988, pour la Suisse.

associatif à la réalité de la mobilité internationale (Fibbi, 1983). Que ce soient les Galiciens ou les Siciliens, une recherche identitaire prime dans la migration – tout comme dans le reste de la société et pour n'importe quelle identité (Bauman, 2000). Les communautés de référence comme l'Eglise et le syndicat seront défiées par des communautarisations anarchiques (Cattacin, 2006d; Cattacin et Cavalli, 2007), plus faibles dans leur poids social et politique, plus fortes dans leur effet de stabilisation et leur aide à l'élargissement identitaire (Matas et Pfefferkorn, 2000).

A cette tendance à l'individualisation et à la communautarisation anarchique qui prédomine dans les années 1970 correspond, sur le plan économique, la transition du fordisme au flexibilisme (Boltanski et Chiapello, 1999). Le mouvement associatif des migrants est moins revendicatif et davantage attentif à maintenir un équilibre identitaire dans un contexte où les identités se réinventent. Ces associations créent de la confiance, de la sécurité ontologique, de l'estime de soi. Dans une société déjà plurielle, de nouveaux archipels identitaires voient le jour (Duchêne-Lacroix, 2006; Cattacin, 2006a). Leur fonction est fondamentale pour répondre au besoin de se donner une identité par l'affichage d'une appartenance dans un contexte qui, systématiquement, déstabilise les affiliations traditionnelles.

Certes, le monde associatif traditionnel de la migration continue son activité. Mais sa capacité d'agir diminue. Les associations des migrants cherchent des coalitions dans une logique plus pluraliste que dans les années fordistes, où l'extrême gauche internationaliste semblait être le seul partenaire disponible. Les mouvements sociaux de solidarité découvrent la migration (comme l'a bien montré pour la Suisse Passy, 1992). Une double dynamique se met en effet en place. Elle se caractérise par l'ouverture d'un type associatif au sein de la migration – le type identitaire –, et par la fermeture d'un autre – le type anciennement syndical.

Asile et transformations du monde associatif

Nous n'avons pour l'instant pas thématisé la question des réfugiés et de leurs organisations, simplement parce qu'ils représentent une histoire à part, qui certes a des points communs avec les autres logiques de mobilité internationale, mais aussi des caractéristiques spécifiques qui ne permettent pas une généralisation. Ces migrations s'insèrent d'abord – et c'est là la similitude – dans le référentiel politique de la guerre froide, où le bien et le mal sont en Occident définis par l'appartenance à l'un ou à l'autre des blocs idéologiques. Si les migrants fordistes étaient traités avec méfiance à cause du soupçon d'une affiliation idéologique communiste, les réfugiés de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie de l'après-guerre (de 1956 et de 1968) étaient accueillis avec

confiance et ouverture. Ils représentaient l'idéologie juste.⁹ Leur situation, apparemment de non-retour, combinée à un accueil favorable, les a poussés à une acculturation accélérée. Par contre, quand le pays d'origine faisait partie de la coalition anti-communiste, les réfugiés étaient accueillis avec distance, guerre froide oblige. Ce sont ces réfugiés-là qui vont fonder des associations de défense dans un contexte hostile. Ainsi, en 1972, les Chiliens se sont – contrairement aux Hongrois ou aux Tchécoslovaques – très vite organisés selon les logiques connues de l'ancienne migration: diaspora d'abord, acteurs politiques et d'entraide sociale ensuite.

A partir des années 1980, les mobilités issues de la recherche d'asile s'insèrent dans un nouveau contexte *politique, social* et économique.

- › Politiquement, le référentiel de la guerre froide tombe et une désorientation s'installe quant à la définition du bon et du mauvais réfugié. L'ébranlement de l'ordre politique mondial mène aussi à une migration d'asile beaucoup plus hétérogène du point de vue des pays d'origine. Elle conduit à la création de nouvelles lois sur l'asile partout en Europe, qui tentent d'intégrer cette nouvelle donne. A la place du référentiel ancien anti-communiste s'installera une orientation de défiance à l'égard de toutes les demandes d'asile (Efonayi-Mäder et al., 2001).
- › Socialement, les nouvelles migrations d'asile s'insèrent dans une société de la différence, qui exclut toute dynamique d'acculturation. L'idée du bon et mauvais migrant reste. Elle n'est par contre plus liée au discours de l'acculturation, mais à un discours de «distance culturelle» insurmontable, biologisant pour ainsi dire la différence (Fassin, 2005), et de manipulation de la procédure d'asile, introduisant la distinction entre le requérant d'asile «économique», et donc malhonnête s'il invente un motif politique pour entrer dans les pays d'asile, et le requérant politique, utilisateur légitime des procédures d'asile (GCIM, 2005).
- › Enfin, économiquement, la flexibilité et la globalisation accélèrent des flux migratoires irréguliers et rendent l'insertion sur le marché du travail plus fragile, soumise à une dynamique continue de sortie et d'entrée dans l'emploi.

L'augmentation du nombre de migrations de la filière de l'asile, bien que toujours faible, corrélée à la migration clandestine, a conduit à une diversification des associations en termes d'activité (et donc de revendications) et de composition (profil des membres). Les conséquences sur la vie associative des migrants se résument dans la multiplication des orientations et des origines. Pour le seul canton de Genève ou la seule ville de Genève, par exemple, plus

9 Comme analysé pour la Suisse par Niederberger, 2004, et Parini et Gianni, 2005.

de 300 associations communautaires sont recensées par les autorités. Elles reflètent aussi une hétérogénéité interne du point de vue des statuts des membres. Il n'est par exemple plus possible de lire les associations dans une logique relativement cohérente du point de vue des motifs de migration; on peut trouver dans la même association des requérants d'asile, des clandestins ou encore des personnes avec un statut de séjour stable et régulier.

Leurs activités reflètent trois orientations:

- › la diaspora transnationale qui rassemble les migrantes et les migrants par l'idée d'un maintien du lien avec le pays d'origine (typiques à cet égard les associations politiques kurdes ou sri-lankaises);
- › les associations identitaires communautaires et d'entraide jouant le rôle de stabilisateur de valeurs et de mœurs dans un entourage pluraliste sans repères (à l'exemple des associations sud-américaines);
- › enfin, les associations communautaires politiques et sociales avec une orientation de défense d'intérêts, souvent fondées sur une base nationale, continentale ou encore ethnique (comme les associations anti-racisme).

Ces orientations associatives ne sont d'ailleurs pas divisées selon les origines de leurs membres; on peut, en effet, identifier divers types à l'intérieur de chaque groupe de même origine. Il est donc possible d'avoir en même temps une association diasporique et identitaire, des migrants du Kosovo par exemple, et voir ces mêmes personnes engagées également dans des associations de personnes mobiles venant de diverses régions du monde.

Les migrants en provenance du Kosovo constituent d'ailleurs un bon exemple de la multiplication des formes associatives de migrants. On peut en effet les trouver en même temps engagés dans des logiques syndicales de l'ancienne migration, comme dans les logiques développées depuis les années 1980 (Dahinden et Moret, 2008; voir aussi, pour les associations sénégalaises: Maggi et al., 2013). En partant du domaine de l'asile, il est en d'autres termes possible d'affirmer que les associations de personnes mobiles se sont elles aussi diversifiées, reflétant plus une transformation de la société vers le pluralisme communautaire qu'une spécificité liée à la mobilité. Mais regardons de plus près ce que sont les tendances depuis les années 1990, qui permettent de parler d'une pluralisation de la vie associative migrante.

La pluralisation du monde associatif migrant et la nouvelle politique d'intégration

Si ces tendances à la diversification du monde associatif des migrants datent des années 1970, nous pouvons sans doute aussi relever des transformations plus récentes dans le monde associatif, nouveau ou traditionnel.

Les anciennes associations face aux défis démographiques et économiques

En ce qui concerne en particulier les organisations traditionnelles, nous constatons deux transformations majeures qui s'expliquent *démographiquement* et *économiquement*.

Démographiquement, c'est le vieillissement de la première migration de l'après-guerre qui est une constante importante. L'Italie, l'Espagne, le Portugal et partiellement aussi la Turquie ne livrent plus le même nombre de personnes en mobilité internationale. Ces pays sont devenus eux-mêmes des pays d'immigration et les migrants à l'étranger sont en train de diminuer en chiffres absolus et relatifs par rapport aux autres nouveaux pays d'immigration. Ce vieillissement a eu comme conséquence que les anciennes associations se sont refocalisées, au moins partiellement, sur la thématique de la vieillesse et de la dignité à un âge avancé. En Europe naissent ainsi des initiatives venant de ces associations pour prendre en charge le temps libre des retraités migrants. Aussi, les luttes pour les droits sociaux se réorientent en fonction de diverses demandes. Elles réclament de prendre davantage en compte, dans les structures d'accueil des personnes âgées, les origines des migrants et, dans les régimes de sécurité sociale, le retour ou le nomadisme de ces migrants à la retraite (Fibbi et al., 2002).

Un aspect particulier de cette dynamique démographique relève des personnes issues des mobilités internationales nées ou ayant grandi dans le pays d'établissement de leurs parents. Ces «deuxièmes générations» se sont largement émancipées des parents et se retrouvent dans des situations de médiation entre les diverses appartenances (Atabay, 1998; Bolzman et al., 2003), mais aussi de promotion d'une vision non nationale de cohabitation entre les différences (Soysal, 1994). Du point de vue associatif, elles s'investissent sporadiquement dans des associations organisées selon l'origine, sans qu'en ressorte pour autant un aspect communautaire.

Économiquement, c'est la richesse des régions d'origine qui influence la transformation notamment des associations régionales, faisant d'elles des partenaires de la promotion de produits de la région d'origine ou du tourisme vers cette région. Cette marchandisation de l'activité identitaire des associations régionales (Kloosterman et al., 1998) trouve son moteur dans les subsides venant des régions d'origine, mais aussi dans la volonté des associations régionales de donner à leur identité une légitimation externe par la qualité des produits. Ce ne sont évidemment pas toutes les associations régionales qui sortent de leur ghetto identitaire à travers ces initiatives de promotion de leur région d'origine, mais c'est en tout cas un signe que ces anciennes mobilités internationales ne sont aujourd'hui plus dans le collimateur des

xénophobes et qu'elles peuvent se montrer à l'extérieur, fières de leurs origines (La Barba et Cattacin, 2007).

Les nouvelles mobilités et leurs organisations face à la xénophobie

Les nouvelles mobilités irrégulières¹⁰ sont les cibles de la xénophobie. Elles sont aussi politiquement visées par les mesures cherchant l'amélioration de l'inclusion dans la société d'accueil, qui se sont développées de manière accélérée depuis les années 1990, partiellement en réponse aux actes violents d'une partie (certes minoritaire) des populations autochtones européennes contre les migrants (Betz, 1994). Ces politiques, qui peuvent se caractériser par un respect de l'identité des personnes mobiles d'un côté et par la demande d'adaptation fonctionnelle de l'autre (respecter les lois, apprendre la langue pour améliorer les chances d'emploi; Brubaker, 2001.; Cattacin et Chimienti, 2006), se déploient par un Etat qui doit, pour être efficace dans sa gestion de la mobilité internationale, construire les mesures sur les savoirs existant sur les terrains d'intervention. Il en ressort un Etat à l'action incitatrice, subventionnant des projets proposés par des acteurs proches du monde de la migration et donc à la recherche de partenaires notamment associatifs.

Cette situation ambivalente de refus et de demande d'inclusion et de partenariat se reflète dans les choix stratégiques des associations migrantes. En nous référant à Hirschman (Hirschman, 1970), nous pouvons distinguer trois réactions:

- › *Exit* ou la stratégie d'auto-exclusion: une partie de ces nouvelles migrations s'organise à l'intérieur d'une communauté avec toutes les infrastructures qu'elle nécessite: l'*ethnic business*, orienté vers la propre communauté, les lieux de rencontre homogènes du point de vue des origines et les associations communautaires visant la stabilisation identitaire, refermées sur elles-mêmes. Les associations de type diasporique qui ne s'orientent qu'envers le pays d'origine font partie de cette stratégie.
- › *Voice* ou la lutte pour la reconnaissance: une autre partie s'organise dans des associations qui luttent contre les discriminations, la xénophobie et le racisme et qui réclament du respect par des actions destinées à la population et à la classe politique du pays d'accueil. Ces organisations

10 Soulignons que les nouvelles mobilités sont aujourd'hui composées en grande partie de personnes qualifiées qui circulent quasiment sans barrières de pays en pays. Ces personnes se trouvent aussi organisées dans des associations qui sont de type identitaire et relativement fermées, orientées sur la reproduction de traditions de leurs pays d'origine, telle que la fête de «Thanksgiving» chez les ressortissants des Etats-Unis (pour une analyse de ces associations, voir Cattacin et Domenig 2012).

se trouvent dans des constellations d’acteurs diversifiés, incluant autant d’autres organisations de personnes mobiles que des acteurs du pays d’accueil, comme les partis politiques et les administrations étatiques.¹¹

- › *Loyalty* ou la participation aux initiatives d’inclusion: une troisième stratégie consiste à entamer, par le regroupement de personnes mobiles, un dialogue avec les autorités du pays d’accueil. Cette stratégie de coopération permet aussi de profiter de subsides pour réaliser des mesures spécifiques d’inclusion et fait des associations de personnes mobiles des ponts entre leurs besoins et les options politiques.

Il serait évidemment naïf de faire abstraction d’une (quatrième) logique associative que nous pourrions appeler *anémique*. Même s’il s’agit, du point de vue quantitatif, d’une réalité marginale, nous devons partir du constat d’un type de *voice* qui ne prévoit pas un résultat en terme d’amélioration des conditions de vie des membres, mais une rupture avec la société d’accueil. Ce type d’organisations isolées combattent non seulement l’existence d’un compromis de société pluriculturelle, mais mettent aussi les membres de l’organisation hors circuit.

Si l’on retourne aux trois stratégies les plus importantes, on s’aperçoit qu’on les retrouve déjà partiellement dans l’ancienne migration de l’après-guerre; mais la spécificité de l’agir associatif contemporain, c’est notamment l’augmentation en poids de la stratégie de coopération. Nous pouvons d’ailleurs tenter une mise en relation entre les anciennes et les nouvelles mobilités et leurs logiques associatives (voir Tableau 2).

Tableau 2: *Stratégies associatives des nouvelles et des anciennes associations de la population migrante*

	Anciennes mobilités (1945-1980)	Nouvelles mobilités (depuis 1980)
Exit	Associations régionales	Diaspora transnationale
Voice	Associations de type syndical	Mouvements antiracistes et anti-discrimination
Loyalty	–	Partenaire de l’Etat (local, régional, national) dans les projets d’inclusion

Si le tableau 2 ne reflète que partiellement la complexité associative dans le monde de la mobilité internationale, il permet néanmoins de souligner un effet non prévu des politiques et des lois «d’intégration» en Europe. Sans pouvoir demander dans une société pluraliste l’acculturation des personnes issues de la mobilité internationale dans l’idée de remplacement identitaire,

11 Pour la Suisse: Gerber, 2003.

mais l'inclusion fonctionnellement compatible (acceptation du droit et apprentissage de la langue), les Etats d'accueil des nouvelles migrations sont dépendants des ponts entre les personnes mobiles et les autorités que ces associations représentent. Celles-ci ont la crédibilité et la légitimation d'agir pour le bien des membres dans un contexte ambivalent et deviennent – comme les associations des homosexuels l'étaient dans la lutte contre le VIH/sida au début des années 1980 – des acteurs-clés de la politique d'inclusion. Ce changement d'une orientation politique de méfiance à la nécessité de coopérer – des deux côtés – est probablement le plus grand défi dans la construction d'une société pluraliste.

Synthèse et conclusions

Une appréciation globale des associations des personnes mobiles est impossible. Non seulement elles se sont transformées au cours de leurs histoires; elles se sont aussi différenciées parallèlement, conjointement au changement de la société.¹² La figure 1 aide à visualiser la dynamique organisationnelle des migrants en Europe occidentale. Nous utilisons, dans ce schéma, deux axes: un premier, temporel, indique le passage de la société du fordisme au flexibilisme (1945-2000); le deuxième montre une ouverture organisationnelle, passant de la logique communautaire d'entraide à l'action pour les droits sociaux et politiques à l'engagement uniquement dans le pays d'origine. La situation du milieu montre les associations qui ont à la fois une action orientée vers l'intérieur et vers l'extérieur.

La seule constante qui sort de ce schéma est représentée par les associations de type diasporique. Pour les anciennes organisations, nous avons des parcours¹³ qui vont de l'action d'entraide à la lutte de reconnaissance, et qui se transforment, pour les associations régionales, en travail identitaire avec les migrants et depuis peu en relations économiques transnationales. La caractéristique des organisations les plus récentes est leur courte durée de vie, celles-ci étant construites sur des projets dont l'aboutissement marque la fin de l'association; elles partagent d'ailleurs cette caractéristique avec d'autres associations en dehors du monde de la mobilité internationale (Cattacin, 2006c).

En résumé, nous constatons donc que la pluralisation des formes et motifs organisationnels a apporté de nouveaux types d'organisation qui sont des vecteurs d'inclusion dans la société. Par la triple transformation de nos sociétés (qui se résume par la flexibilisation économique, la nécessité d'une

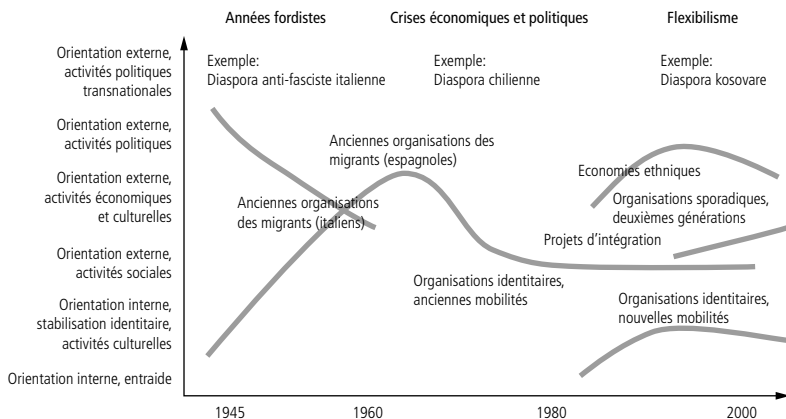
12 Comme le montrent désormais diverses études du contexte local: Waldrauch et Sohler, 2004; Taboada-Leonetti, 1989; Mutlu, 1995; Zottos, 1999.

13 Les parcours sont signalés par les lignes en gras dans la figure 1.

action étatique incitative, ainsi que l'individualisation et sa conséquence de communautarisation anarchique), les communautés migrantes se révèlent être des acteurs potentiels de l'intégration sociétale. Ce potentiel se mesure notamment dans la capacité que ces communautés ont à rester ouvertes et tournées vers la société d'accueil.¹⁴

Pour éviter des phénomènes de repli, avec leurs risques de radicalisation des différences (du côté des migrants et du côté de groupes d'autochtones) sur le fond d'un schéma de représentations des cultures incompatibles¹⁵, l'idée d'inclusion des différences doit guider la politique. Ce référentiel qui se décline par la combinaison de lois contre les discriminations, donnant le cadre d'une société permettant l'ascension sociale¹⁶ et offrant des échanges ponctuels mais réguliers entre les différences dans une société ouverte¹⁷, ne

Figure 1: Dynamiques de développement du monde associatif des personnes mobiles en Europe de l'Ouest depuis 1945



14 Comme l'exprime Dahinden pour la Suisse: «Ich halte also ein Plädoyer dafür, dass, wenn das Vereinswesen weiterhin ein zivilgesellschaftliches Standbein in unserem föderalistischen System sein möchte, die einzelnen Vereine einerseits ihre Kultur der Zugehörigkeit' überdenken müssen und sich andererseits den Interessierten öffnen und diese vielleicht auch bewusst in ihre Strukturen integrieren müssen» (Dahinden 2003, 7).

15 Une dynamique mise en évidence pour la France par Baillet (Baillet, 2000).

16 Comme le justifie Rawls, 1993, ou Sen, 1999.

17 Qui se réalise par exemple par le droit de vote des personnes étrangères ou encore par l'inclusion des communautés des personnes mobiles dans les festivités locales et, à l'inverse, la participation des autorités et d'une partie de la population aux événements symboliquement significatifs des associations des personnes mobiles. Comme l'a déjà démontré Allport, le contact entre les différences est créateur d'empathie et de respect (Allport, 1954).

peut pas être réalisé dans le vide, imposé par une autorité. Il est basé, comme tout référentiel, sur une société qui produit des liens sociaux, dans les échanges quotidiens, par des débats dans l'espace public et par des associations ouvertes (dans le sens de réseaux de réciprocité et de confiance; Mutti, 1998; Bagnasco, 1999; pour le contexte de la migration: Weiss et Thränhardt, 2005). Le bref aperçu historique que nous venons de produire montre que les associations de personnes mobiles avaient un rôle communautaire de stabilisateur et d'aide au lent élargissement de l'identité à jouer. C'est un rôle en soi fondamental pour s'en sortir dans une société stigmatisant régulièrement l'altérité issue de la mobilité. Mais elles avaient aussi, par les revendications démocratiquement formulées et les partenariats avec des acteurs publics et privés, politiques et syndicaux, un rôle de création de liens sociaux – ressources fondamentales de reproduction sociétale.

Références bibliographiques

- Allport, Gordon Willard (1954). *The nature of prejudice*. Cambridge Mass./Boston Mass.: Addison-Wesley publ.; The Beacon Press.
- Atabay, İlhami (1998). *Zwischen Tradition und Assimilation : die zweite Generation türkischer Migranten in der Bundesrepublik Deutschland*. Freiburg i.Br.: Lambertus.
- Bade, Klaus J. (2002). *Europa in Bewegung. Migration vom späten 18. Jahrhundert bis zur Gegenwart*. München: C. H. Beck.
- Baglioni, Simone (2005). "Immigrati e cittadini di fatto? Fiducia nelle istituzioni, associazionismo e partecipazione politica degli immigrati in Svizzera." *Forum* Numéro spécial(10 ans SFM): 98-107.
- Bagnasco, Arnaldo (1977). *Tre Italie. La problematica territoriale dello sviluppo italiano*. Bologna: il Mulino.
- Bagnasco, Arnaldo (1999). *Tracce di comunità*. Bologna: il Mulino.
- Baillet, Dominique (2000). «Les associations issues de l'immigration, un outil d'intégration ?» *Migrations société* 12(72): 55-66.
- Battaglini, Monica, Sandro Cattacin et Véronique Tattini (2001a). «Reconnaissance et coopération : quelle institutionnalisation de l'associationnisme? Deuxième partie.» *Associations transnationales/Transnational Associations* 01(3): 130-156.
- Battaglini, Monica, Sandro Cattacin et Véronique Tattini (2001b). «Reconnaissance et coopération : quelle institutionnalisation de l'associationnisme? Première partie.» *Associations transnationales/Transnational Associations* 01(2): 60-73.
- Bauman, Zygmunt (2000). *Liquid Modernity*. Cambridge: Polity Press.
- Betz, Hans-Georg (1994). "Radical Right-Wing Populism in Western Europe, New York: St. Martin's Press."
- Beveridge, William H. (1948). *Voluntary Action*. London: Allen and Unwin.

- Blumer, Giovanni (1970). *L'emigrazione italiana in Europa : [un sottoproletariato che lo sfruttamento internazionale tiene socialmente e politicamente diviso dalla classe operaia]*. Milano: G. Feltrinelli.
- Boltanski, Luc et Eve Chiapello (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris: Gallimard.
- Bolzmann, Claudio, Rosita Fibbi et Marie Vial (2003). *Secondas – Secondos. Le processus d'intégration des jeunes adultes issus de la migration espagnole et italienne en Suisse*. Zurich: Seismo.
- Boyd, Monica (1989). "Family and personal networks in international migration: recent developments and new agendas." *International migration review* 23(3): 638-670.
- Braun, Rudolf (1965). „Die ausländischen Arbeitskräfte als Streitgegenstand der schweizerischen Politik.“ *Schweizerisches Jahrbuch für politische Wissenschaft* 5: 100-107.
- Brubaker, Rogers (2001). „The return of assimilation? Changing perspectives on immigration and its sequels in France, Germany, and the United States.” *Ethnic and Racial Studies* 24(4): 531-548.
- Bütschi, Danielle et Sandro Cattacin (1994). *Le modèle suisse du bien-être, Coopération conflictuelle entre Etat et société civile: le cas de l'alcoolisme et du VIH/sida*. Lausanne: Réalités sociales.
- Calvaruso, Claudio (1973). "Sindacati ed emigrazione : i paesi di immigrazione." *Studi emigrazione* 10(29): 3-119.
- Cattacin, Sandro (1996). «Organiser les solidarités. La construction du bien-être par l'interface public-privé en Europe», dans Soulet, Marc-Henry (éd.). *Crise et recomposition des solidarités. Vers un nouvel équilibre entre Etat et société civile*. Fribourg: Presses Universitaires, p. 53-93.
- Cattacin, Sandro (2006a). «Les archipels dans la ville, où se réfugient des populations.» *Le Temps* 2 avril 2007.
- Cattacin, Sandro (2006b). "Migration and Differentiated Citizenship. On the (post-)Americanization of Europe." *Willy Brandt Series of Working Papers in International Migration, Migration and Ethnic Relations* 06(1).
- Cattacin, Sandro (2006c). „Vereine und Vereinigungen in einer pluralisierten Gesellschaft. Überlegungen zum Verhältnis zwischen Vereinen und Vereinigungen sowie dem Staat und dem Markt im Umfeld mikro- und makrostrukturellen Wandels“, dans Farago, Peter et Herbert Ammann (éd.). *Monetarisierung der Freiwilligkeit*. Zürich: Seismo, p. 221-231.
- Cattacin, Sandro (2006d). „Why not “ghettos”? The governance of migration in the splintering city.” *Willy Brandt Series of Working Papers in International Migration, Migration and Ethnic Relations, Malmö: Malmö University, IMER*. 06(2).
- Cattacin, Sandro et Samuele Cavalli (2007). "Sindacati. Oltre il corporativismo per ritrovare un nuovo ruolo sociale." *il Caffè*(20.09.07): 62.

- Cattacin, Sandro et Milena Chimienti (2006). «Intégration. Un concept sociologique en politique migratoire.» *Terra Cognita* 06(9): 34-37.
- Cattacin, Sandro et Dagmar Domenig (2012). *Inseln transnationaler Mobilität. Freiwilliges Engagement in Vereinen mobiler Menschen in der Schweiz*. Genève, Zürich: Seismo.
- Cattacin, Sandro et Dagmar Domenig (2013). "Why Do Transnationally Mobile People Volunteer? Insights From a Swiss Case Study." *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*: 1-23.
- Cattacin, Sandro, Marco G. Giugni et Florence Passy (1997). *Etats et mouvements sociaux. La dialectique de la société politique et de la société civile*. Arles: Actes Sud.
- Cerutti, Mauro (1991). «La Suisse et les réfugiés antifascistes italiens». *L'émigration politique en Europe aux XIXe et XXe siècles : actes du colloque organisé per [sic] l'Ecole française de Rome... [et al.]*, (Rome 3-5 mars 1988). Rome: Ecole française de Rome, p. 305-326.
- Cerutti, Mauro (1995). «L'immigration italienne en Suisse dans le contexte de la Guerre froide», dans Batou, Jean, Mauro Cerutti et Charles Heimberg (éd.). *Pour une histoire des gens sans histoire : ouvriers, exclues et rebelles en Suisse : 19e-20e siècles*. Lausanne: Ed. d'en bas, p. 213-231.
- D'Amato, Gianni (2001). *Vom Ausländer zum Bürger : der Streit um die politische Integration von Einwanderern in Deutschland, Frankreich und der Schweiz*. Münster [etc.]: Lit.
- Dahinden, Janine (2003). *Kulturvereine – Vereinskulturen? Gedanken zur Rolle von Vereinen in pluralistischen Gesellschaften*. Zürich: Vortragsmanuskript.
- Dahinden, Janine et Joëlle Moret (2008). «Les activités transnationales des associations de migrants serbes et kosovars en Suisse.» *Annuaire suisse de politique de développement* 27(2): 227-238.
- Dear, Michael J. et Steven Flusty (2001). "The Resistible Rise of the L.A. School", dans Dear, Michael J. et J. Dallas Dishman (éd.). *From Chicago to L.A. : makingsense of urban theory*. Thousand Oaks, CA: Sage Publications, p. 3-16.
- Dewey, John (1927). *The public and its problems, an essay in political inquiry*. Denver: Swallow.
- Duchêne-Lacroix, Cédric (2006). „Von französischen zu plurikulturellen Archipelen: Lebensformen von Franzosen in Berlin“, dans Kreutzer, Florian et Silke Roth (éd.). *Transnationale Karrieren. Biografien, Lebensführung und Mobilität*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, p. 240-259.
- Efonayi-Mäder, Denise, Milena Chimienti, Janine Dahinden et Etienne Piguët (2001). *Asyldestination Europa : eine Geographie der Asylbewegungen*. Zürich: Seismo.
- Etzioni, Amitai (1973). "The Third Sector and Domestic Missions." *Public Administration Review*: 314-323.

- Fassin, Didier (2005). "Compassion and repression. The moral economy of immigration policies in France." *Cultural Anthropology* 20(3): 362-387.
- Fibbi, Rosita (1983). „Die italienischen Vereine in der Schweiz in einer Übergangsphase: einige Fragen an die Linke.“ *Widerspruch* 1983(6): 76-85.
- Fibbi, Rosita, Marie Vial et Claudio Bolzman (2002). „Rückkehr, bleiben oder pendeln ? : zur Situation von Einwanderern im Pensionsalter.“ *Schweizer Monatshefte für Politik, Wirtschaft, Kultur* 82(11): 20-23.
- Fukuyama, Francis (1995). *Trust the social virtues and the cration of prosperity*. London: Hamish Hamilton.
- GCIM, Global Commission on International Migration (2005). *Migration in an interconnected world: New directions for action. Report of the Global Commission on International Migration*. Geneva: GCIM.
- Gerber, Brigitta (2003). *Die antirassistische Bewegung in der Schweiz*. Zürich: Seismo.
- Granovetter, Mark S. (1973). "The Strenght of Weak Ties." *American Journal of Sociology* 78: 1360-1380.
- Hirschman, Albert O. (1970). *Exit, voice, and loyalty; responses to decline in firms, organizations, and states*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.
- Hoffmann-Nowotny, Hans-Joachim et Karl-Otto Hondrich (éd.) (1982). *Ausländer in der Bundesrepublik Deutschland und in der Schweiz : Segregation und Integration : eine vergleichende Untersuchung*. Frankfurt a.M. [etc.]: Campus Verl.
- Hollifield, James Frank (1990). «Migrants ou citoyens : la politique de l'immigration en France et aux Etats-Unis.» *Revue européenne des migrations internationales* 6(1): 159-183.
- Hollifield, James Frank (1992). *Immigrants, markets, and states : the political economy of postwar Europe*. Cambridge, Mass. [etc.]: Harvard University Press.
- Honneth, Axel (1996). «La dynamique du mépris. D'où parle une théorie critique de la société?», dans Rochlitz, Rainer et Christian Bouchindhomme (éd.). *Habermas, la raison, la critique*. Paris: Éd. du Cerf, p. 216-238.
- Inglehart, Ronald (1977). *The Silent Revolution: Changing Values and Politial Styles among Western Publics*. Princeton NJ: Princeton University Press.
- Kloosterman, Robert, Joanne Van der Leun et Jan Rath (1998). "Across the Border: Immigrants' Economic Opportunities, Social Capital, and Informal Business Activities." *Journal of ethnic and migration studies* 24(2): 249-268.
- Knauer, Mathias et Jürg Frischknecht (1983). *Die unterbrochene Spur : antifaschistische Emigration in der Schweiz von 1933 bis 1945*. Zürich: Limmat Verlag Genossenschaft.
- La Barba, Morena et Sandro Cattacin (2007). *Le associazioni italiane in Svizzera (Modi Visioni Divisioni) – Film*. Suisse: Commission fédérale des étrangers CFE: 58'.
- Lockwood, David (1992). «Social Integration and System Integration», dans Lockwood, David (éd.). *Solidarity and Schism. The Problem of 'Disorder'*

- in *Durkheimian and Marxist Sociology*. Oxford: Oxford University Press, p. 399-412.
- Maggi, Jenny et al. (2013). *Migrations transnationales sénégalaises, intégration et développement. Le rôle des associations de la diaspora à Milan, Paris et Genève*. Genève, Département de sociologie: Sociograph – Sociological Research, Study n°15.
- Mahnig, Hans (1998). *Integrationspolitik in Grossbritannien, Frankreich, Deutschland und den Niederlanden : eine vergleichende Analyse*. Neuchâtel: Forum suisse pour l'étude des migrations.
- Marshall, Thomas H. (1965). *Class, Citizenship and Social Development*. New York: Anchor.
- Martiniello, Marco (1997). *Sortir des ghettos culturels*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Matas, Juan et Roland Pfefferkorn (2000). «Le rôle des associations 'issues de l'immigration'». *Migrations Société* 12(72): 67-77.
- Miles, Robert et Dietrich Thränhardt (éd.) (1995). *Migration and European integration : the dynamics of inclusion and exclusion*. London [etc.]: Pinter [etc.].
- Moya, Jose C. (2005). "Immigrants and Associations: A Global and Historical Perspective." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 31(5): 833-864.
- Mutlu, Hasan (1995). *Le tissu associatif des communautés étrangères dans le canton de Neuchâtel : problèmes, besoins et demandes des associations*. Neuchâtel: Université de Neuchâtel, Institut de sociologie et de science politique [etc.].
- Mutti, Antonio (1998). *Capitale sociale e sviluppo*. Bologna: il Mulino.
- Mutti, Antonio (2000). "Particularism and the Modernization Process in Southern Italy." *International Sociology* 15(4): 579-590.
- Niederberger, Josef Martin (2004). *Ausgrenzen, Assimilieren, Integrieren : die Entwicklung einer schweizerischen Integrationspolitik*. Zürich: Seismo.
- Parini, Lorena et Matteo Gianni (2005). «Enjeux et modifications de la politique d'asile en Suisse de 1956 à nos jours», dans Mahnig, Hans Sandro Cattacin et al. (éd.). *Histoire de la politique de migration, d'asile et d'intégration en Suisse depuis 1948*. Zürich: Seismo, p. 189-252.
- Park, Robert E. (1928). "Human migration and the marginal man." *The American journal of sociology* 33(6): 881-893.
- Passy, Florence (1992). *Le mouvement de solidarité en Suisse: analyse de la mobilisation dans une perspective organisationnelle*. Genève: Université de Genève, Département de science politique.
- Putnam, Robert with, Robert Leonardi, Raffaella Y. Nanetti et Franco Pavoncello (1983). "Explaining Institutional Success: The Case of Italian Regional Government." *American Political Science Review* 77(1): 55-74.
- Rawls, John (1993). *Political Liberalism*. New York: Columbia University Press.
- Ricciardi, Toni (2013). *Associazionismo ed emigrazione. Storia delle Colonie Libere e degli Italiani in Svizzera*. Bari: Laterza.

- Sayad, Abdelmalek et Farinaz Fassa (éd.) (1982). *Éléments pour une sociologie de l'immigration*. Lausanne: Institut de science politique.
- Schmitter Heisler, Barbara (1988). "From conflict to accommodation : the "Foreigners question" in Switzerland." *European journal of political research* 16(6): 683-700.
- Seibel, Wolfgang (1992). *Funktionaler Dilettantismus. Erfolgreich scheiternde Organisationen im „Dritten Sektor“ zwischen Markt und Staat*. Baden-Baden: Nomos.
- Sen, Amartya Kumar (1999). "The Possibility of Social Choice." *The American Economic Review* 89(3): 349-378.
- Soysal, Yasemin Nuhoglu (1994). *Limits of citizenship : migrants and postnational membership in Europe*. Chicago [etc.]: The University of Chicago.
- Taboada-Leonetti, Isabelle (1989). «Cohabitation pluri-ethnique dans la ville : stratégies d'insertion locale et phénomènes identitaires.» *Revue européenne des migrations internationales* 5(2): 51-70.
- Tocqueville, Alexis de (1986 [1835]). *De la démocratie en Amérique, I*. Paris: Gallimard.
- Vermeulen, Hans (1997). *Immigrant policy for a multicultural society: a comparative study of integration, language and religious policy in five western European countries*. Brussels [etc.]: Migration Policy Group [etc.].
- Wacquant, Loïc (2006). *Parias urbains. Ghetto – Banlieues – Etat*. Paris: La découverte.
- Waldrauch, Harald et Karin Sohler (2004). *Migrantenorganisationen in der Großstadt. Entstehung, Strukturen und Aktivitäten am Beispiel Wien*. Frankfurt; New York: Campus.
- Weiss, Karin et Dietrich Thränhardt (éd.) (2005). *SelbstHilfe. Wie Migranten Netzwerke knüpfen und soziale Kapital schaffen*. Freiburg i. B.: Lambertus.
- Zottos, Eléonore (1999). *Vivre à Genève : perceptions, attentes et aspirations des associations de résidents d'origine étrangère*. [S.l.]: [s.n.].